



La lettre des administrateurs

CGT

-Groupe La Poste-

Pas de progrès social sans service public

Conseil d'Administration du 30 mai 2013 - N° 172

Plan stratégique 2013/2015 : Il faut une autre politique qui réponde aux besoins de la population.



Une fois de plus, la Direction de La Poste persiste dans la ligne stratégique qu'elle considère comme étant la seule possible, voire l'aggrave en particulier sur la mobilité et la flexibilité.

La déclaration faite par le Président lors de ce CA apparaît très importante. Elle a le mérite de poser des bases de réflexions sur l'évolution et le développement du Groupe, mais pose interrogations, à la fois sur les moyens et sur la méthode.

Si la mise en avant de certains éléments novateurs ou sur des outils à mettre en place pour organiser la convergence des réseaux est nécessaire, il est par contre certain que la CGT n'acceptera pas et qu'elle combattra l'idée qu'il n'y a pas d'autres alternatives possibles à la politique qui est menée depuis des années et qui fait dire au Président du CA que « *le contexte nous impose une diminution des effectifs* ».

La Poste envisage sa politique comme si elle vivait en vase clos en dehors de tout contexte économique et financier.

Pour elle, le plan stratégique ne doit pas être un carcan. Il n'en demeure pas moins qu'il est corseté par un modèle économique à bout de souffle qui plonge les peuples dans la misère et les souffrances.

La Poste n'évolue pas dans une bulle particulière. Son développement en tant que service public est contraint par des budgets austéritaires, des contraintes européennes réglementaires et par les agences de notation.

Il serait bon de définir des dossiers précis à mettre en œuvre rapidement avec un financement pour tout ce qui touche au service public ou à la formation des postiers.

Qui plus est, ce qui est essentiel pour le prochain plan stratégique demeure comme toujours la trajectoire financière, or celle-ci n'est toujours pas annoncée, de quoi rester perplexé.

La Poste dit se rapprocher des personnels afin que ceux-ci, comme « *ils l'ont demandé* » participent à l'élaboration du plan stratégique

Dans ce contexte, la Direction de La Poste confirme sa maîtrise du « causes toujours, tu m'intéresses ».

Alors que le rapport Kaspar fait part que le personnel se considère trop souvent infantilisé par la hiérarchie, les méthodes utilisées pour « la démarche participative » sont dignes d'une école maternelle.

Quant aux dires et aux écrits ils montrent une grande différence entre les agents prétendument écoutés par les directions locales et ceux que nous rencontrons régulièrement dans les services.

Si les personnels, quels qu'ils soient, revendiquent effectivement le bien-être au travail, ils considèrent que cela passe par plus d'emplois, plus de stabilité dans l'emploi, plus de reconnaissance des qualifications, des compétences et non « des talents » comme l'écrit La Poste et toujours plus de Service Public.

Soit l'inverse de la politique menée, par La Poste, depuis des années.

**C'est de la réponse à ces questions que dépendra la confiance des personnels.
Comme c'est de la satisfaction de la proximité
que dépendra la confiance des usagers et des élus.**

Les administrateurs salariés CGT réaffirment leur opposition politique à cette stratégie dévastatrice pour l'emploi et le service public.

La Poste doit véritablement opérer un virage à 180° et mettre en œuvre une politique et une stratégie allant dans le sens des intérêts des personnels et du Service Public.



Agences de notation quand tu nous tiens !

Les administrateurs salariés CGT ont réaffirmé que la politique et la stratégie de La Banque Postale comme celle du Groupe et du pays d'ailleurs, n'ont pas à être décidées par les agences de notation.

Il n'est pas acceptable que Standard and Poor's, comme d'autres agences tiennent l'avenir du service public et des postiers entre ses mains en dictant la marche à suivre aux dirigeants de La Poste et aux actionnaires.

Pour séduire ces agences de notation et espérer qu'elles maintiennent une note susceptible d'offrir des conditions de refinancements acceptables, La Banque Postale comme le Groupe vont dans le sens du vent. Et le vent souffle dans une direction néo-libérale.

C'est-à-dire que pour conserver une note acceptable, il faut donner aux agences de notation des gages de bonne conduite à court terme, ce qui équivaut à affaiblir le service public, à supprimer des emplois et à vendre le patrimoine.

Le bilan des agences de notation est loin d'être brillant. Leur manque d'impartialité, leur incapacité à assumer leurs responsabilités, l'influence qu'elles exercent sur les marchés et leur soumission à l'idéologie libérale pose de graves problèmes auxquels il convient de s'attaquer.

Les dirigeants de La Poste et l'Etat doivent reprendre en main la destinée de ce service public et ne plus laisser leur pouvoir confisqué par des agences qui n'ont aucune légitimité.

Il est temps que La Poste ne paie plus pour se faire évaluer par des agences irresponsables qu'il convient de supprimer.

Prochain CA le 4 juillet 2013

Les administrateurs CGT du groupe La Poste
Bernard DUPIN – Sylvie FEOLA – Michel LERSY